

E X T R A I T

DECISION DU TRIBUNAL DES IMPOTS
DE PREMIERE INSTANCE
DE VERONE
DU 4 JUIN 1992

" ... l'association en elle-même n'a rien d'illégal et spécifiquement en ce qui concerne ce procès au sujet de taxes, elle possède indubitablement toutes les caractéristiques d'un corps religieux, n'est le support d'aucune activité commerciale même partiellement, et est donc exemptée de T.V.A. Il apparaît clairement en fait que les activités menées par "l'association de Dianétique et de Scientologie de Vérone", de même que toutes les associations similaires dans le monde, sont l'expression d'un culte..."

Décision N°216/4/92
déclarée publiquement le 4 Juin 1992
classée le 16 juillet 1992

R E P U B L I Q U E . I T A L I E N N E
A U N O M D U P E U P L E I T A L I E N

TRIBUNAL FISCAL DE PREMIERE INSTANCE

DE VERONE

Quatrième Section

Composée de Messieurs :

Giacomo SARTA (Président/Rapporteur)
Giulio PASQUINI
Vito Antonio DE TOMA

et assisté par le Secrétaire, Monsieur Pierluigi GONZALES, ont
déclaré ce qui suit

DECISION

- de par l'appel 89/1661 classé à la date du 27 février 1989 (à
l'encontre de la notification d'estimation de T.V.A de 1983
816189) déposée par l' ASSOCIATION DE DIANETIQUE ET DE
SCIENTOLOGIE DE VERONE

sis à VERONE, au 36 VIA LEONCINO

- de par l'appel 89/4407 classé à la date du 19 juin 1989 (à
l'encontre de la notification d'estimation de T.V.A de 1984
816190) déposée par l' ASSOCIATION DE DIANETIQUE ET DE
SCIENTOLOGIE DE VERONE

sis à VERONE, au 36 VIA LEONCINO

- de par l'appel 89/4408 classé à la date du 19 juin 1989 (à l'encontre de la notification d'estimation de T.V.A de 1985 816191) déposée par l' ASSOCIATION DE DIANETIQUE ET DE SCIENTOLOGIE DE VERONE

sis à VERONE, au 36 VIA LEONCINO

(suit l'opposition)

CONTRE

LE BUREAU DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE DE VERONE

AJOUT A LA DECISION CONCERNANT L'APPEL R.G.R. 89/1661 :

- de par l'appel 89/4409 classé à la date du 19 juin 1989 (à l'encontre de la notification d'estimation de T.V.A de 1985 816192) déposée par l' ASSOCIATION DE DIANETIQUE ET DE SCIENTOLOGIE DE VERONE

sis à VERONE, au 36 VIA LEONCINO

Le secrétaire _____ Le Président _____

OBJET DE LA REQUETE, GRANDES LIGNES DU PROCES

ET RAISONS DE LA DECISION

L'ASSOCIATION DE DIANETIQUE ET DE SCIENTOLOGIE s'est pourvue en appel à l'encontre de la notification de rectification faite par le bureau fiscal de la T.V.A. concernant les paiements de 1983 à 1986, non pas en s'opposant aux seules observations basées sur le rapport de la Police Financière en date du 2 Novembre 1988, mais plutôt en argumentant sur le fond du problème.

Premièrement les requérants en appel revendiquent la nullité des estimations du fait qu'elles découlent ou qu'elles ont été obtenues par la Police Financière durant des opérations de Police Judiciaire et par là-même n'ayant pas suivi la procédure légale; également pour manque de motif en cela que le seul motif consiste à suivre la rapport de la Police Financière.

Deuxièmement, les requérants en Appel maintiennent que l'Association n'est pas une affaire de type commercial mais est une religion et en tant que telle n'est pas soumise à la T.V.A. Avec le memorandum subséquent, et tout en demandant que les appels soient unifiés, le requérant insiste sur le caractère religieux de l'association, en s'appuyant sur les principes constitutionnels et les statuts de l'association, l'opinion de ses membres, l'existence d'activités de culte, sa reconnaissance par des érudits et diverses jurisprudences, tous ces documents étant joints. Mention est faite sur le fait que c'est à la charge du Fisc (T.V.A.) de prouver que telle activité financière produit un effet tel qu'il réfute la nature de l'association.

Sans abandonner l'application des principes : culte, morale, conseil pastoral, entraînement et enseignement, prosélytisme; l'attention est attirée sur le fait que seule les troisième et quatrième éléments de la liste ci dessus ne font l'objet d'un paiement à leurs utilisateurs, que ces paiements sont des contributions et non pas des prix, que les publications ne sont destinées qu'à une utilisation interne, que les livres qui sont vendus à l'extérieur sont assujettis à la T.V.A., T.V.A. payée par la maison d'édition. Le fait que l'association aie tenu une comptabilité de son propre chef ne modifie en rien sa nature et son caractère. Il est à noter de plus que l'association a accepté l'amnistie et payé les taxes sur des erreurs de comptabilité antérieures, amnistie accordée d'après la loi N° 154/89.

La Cour a conclu que les décisions en premier jugement doivent être annulées, en cela que les actions de contrainte en matière de taxes sont basées exclusivement sur des éléments qui ont été obtenus grâce à une action qui est une violation partielle des lois; et que le motif de la notification, référence faite au rapport de la Police Financière, doit être considéré comme suffisant à tel point que ce soit considéré comme un acte notarié auquel la partie aurait pris part et écrit en sa présence.

Les requérants, au contraire, doivent être reconnus dans leur droit. La documentation abondante soumise par les requérants, consistant en de nombreuses opinions et décisions judiciaires, aussi bien d'un point de vue légal que méritoire, d'origine Italienne et étrangère, d'évaluation juridiques, de déclarations sous serment (qui ne peuvent mais produisent néanmoins un effet dans notre système légal, dans ce type de cas particulier), des documents officiels de l'association : tous ces documents prouvent plus que suffisamment que, quoique certains individus puissent avoir poursuivi des desseins illégaux au nom de l'association (se référer aux décisions pénales prises à l'encontre de certaines personnes), l'association en elle-même n'a rien d'illégal et spécifiquement en ce qui concerne ce procès au sujet de taxes, elle possède indubitablement toutes les caractéristiques d'un corps religieux, n'est le support d'aucune activité commerciale même partiellement, et est donc exemptée de T.V.A. Il apparaît clairement en fait que les activités menées par "l'Association de Dianétique et de Scientologie de Verone", de même que toutes les associations similaires dans le monde, sont l'expression d'un culte que toute exigence d'imposition, tel que cela a été déjà déclaré par cette Cour, n'aurait aucun fondement et que les demandes en appel doivent être accordées.

POUR LES RAISONS CI-DESSUS

Cette Cour accorde les demandes en appel

Ainsi décidé à Verone le 4 juin 1992.

Le Rapporteur

Le Président
(Signature)



REPUBBLICA ITALIANA
IN NOME DEL POPOLO ITALIANO

LA COMMISSIONE TRIBUTARIA DI PRIMO GRADO
DI VERONA SEZIONE N.4

riunita con l'intervento dei Signori:

- SARTEA GIACOMO presidente/rel.
- PASQUINI GIULIO
- DE TOMA VITO ANTONIO
-
-
-
-

e con l'assistenza del segretario: GONZALES PIERLUIGI
ha emesso la seguente

DECISIONE

- sul ricorso n. 89/1661 presentato il 27/02/1989
(avverso: AVV. DI RETT. Num.816189,I.V.A. - , 83) da:
ASSOCIAZIONE DIANETICS E SCIEN TOLOGY DI VERONA

residente a: VERONA in: VIA LEONCINO 36

- sul ricorso n. 89/4407 presentato il 19/06/1989
(avverso: AVV. DI RETT. Num.816190,I.V.A. - , 84) da:
ASSOCIAZIONE DIANETICS E SCIEN TOLOGY DI VERONA

residente a: VERONA in: VIA LEONCINO 36

- sul ricorso n. 89/4408 presentato il 19/06/1989
(avverso: AVV. DI RETT. Num.816191,I.V.A. - , 85) da:
ASSOCIAZIONE DIANETICS E SCIEN TOLOGY DI VERONA

residente a: VERONA in: VIA LEONCINO 36

segue allegato

CONTRO

UFFICIO IVA DI VERONA

SEZIONE

N° 4

R.G.A. (RIUNIFICAZIONE)

N° 89/1661

UDIENZA

DEL 04/06/1992

DECISIONE

N° 216/4/92

PRONUNCIATA IL:

4 GIU. 1992

DEPOSITATA IN
SEGRETARIA
OGGI

16.7.92

Il Segretario:





**COMMISSIONE TRIBUTARIA
DI PRIMO GRADO DI
VERONA**

**SEZIONE N. 4
UDIENZA DEL 04/06/1989
R.G.R. N. 89/1661
(RIUNIFICATO)
allegato n. 1**

ALLEGATO ALLA DECISIONE RIGUARDANTE IL RICORSO R.G.R. N. 89/1661 (seguito):

- sul ricorso n. 89/4409 presentato il 19/06/1989
(avverso: AVV. DI RETT. Num.816192,I.V.A. - , 86) da:

ASSOCIAZIONE DIANETICS E SCIENTOLOGY DI VERONA

residente a: VERONA in: VIA LEONCINO 36

IL SEGRETARIO.....IL PRESIDENTE.....

Stampa e Legatura della Direzione

Ritiene la Commissione che anzitutto i ricorsi debbano essere riuniti a termini di legge, avendo essi in sostanza lo stesso oggetto, anche se attinente ad esercizi diversi.

Ritiene altresì che le eccezioni preliminari proposte debbano essere respinte, in quanto gli atti di imposizione non sono esclusivamente fondati su quegli elementi che indubbiamente in parte sono stati acquisiti irritualmente, ma anche su altri regolari, e, quanto alla motivazione dell'avviso, il riferimento al verbale di costituzione è sufficiente nella misura in cui si tratta di atto cui la parte ha partecipato e che è stato formulato in sua presenza.

I ricorsi vanno invece accolti nel merito.

La copiosissima documentazione prodotta dalla ricorrente, composta in varia maniera da pronunce giurisprudenziali, di legittimità e di merito, italiana e straniera, valutazioni dottrinali, "affidavit" (che non possono non avere un peso anche per il nostro ordinamento in casi come quello di specie), atti ufficiali dell'ente, dimostra più che a sufficienza che, se taluni soggetti fanno parte del nome e dell'organizzazione dell'ente per scopi illegali (v. decisioni penali a carico di singoli), l'ente in sé non ha nulla di illegale e, soprattutto per quanto si rinvia ai fini di questo procedimento tributario, ha indubbiamente le caratteristiche di un ente religioso, che non svolge, come tale, attività commerciale nemmeno in parte, e che pertanto non è soggetto all'IVA. In effetti appare chiaro che le attività dell'associazione Dianetica e Scientology di Verona, come le analoghe associazioni sparse nel mondo, consistono in espressioni di culto, di etica, di spirito e nella formazione delle persone secondo determinati principi, per cui la pretesa tributaria, come è stato già affermato anche da questa Commissione, non è fondata ed i ricorsi vanno accolti.

g

L'associazione Dianetics e Scientology di Verona
ricorre avverso gli avvisi di rettifica dell'ufficio
IVA per gli anni dall'83 all'86, non contestando i
singoli rilievi, fondati del resto sul verbale di
constatazione della Guardia di Finanza datato 2
novembre 1988, bensì con osservazioni che si pongono "a
monte".

In primo luogo si eccepisce la nullità degli avvisi
perché fondati su documentazione pervenuta e acquisita
dalla G. di F. nell'ambito dell'attività di polizia
giudiziaria senza il rispetto delle regole del caso,
nonché per difetto di motivazione, in quanto la
motivazione si limita al recepimento del verbale di
constatazione. In secondo luogo si sostiene che
l'associazione non è un ente commerciale bensì
religioso, e, come tale, non è soggetto IVA.

In successive memorie, mentre si insiste per la
riunione del ricorso, si ribadisce la natura di
associazione religiosa della ricorrente alla luce dei
principi costituzionali in relazione agli statuti
dell'associazione medesima, all'opinione dei suoi
membri, all'esistenza di un culto, al riconoscimento
dato da studiosi e da precedenti giurisprudenziali di
varia natura, che pure vengono allegati. Si fa presente
che la natura religiosa degli scopi
dell'ente compete all'ufficio l'onere di provare che
si eserciti un'attività economica tale da escludere la
natura dell'ente. Senza rinunciare all'applicazione di
questo principio, la ricorrente espone quelle che sono
le sue attività: culto, etica, assistenza pastorale,
istruzione e formazione, proselitismo, e fa rilevare
che soltanto la terza e la quarta sono pagate dai
fidelissimi, che i versamenti sono contributi e non
prezzi, che i materiali hanno un'unica destinazione,
che è interna, che i libri a diffusione esterna
scontano a parte l'IVA, a cura della casa editrice. Il
fatto che l'associazione abbia tenuto una sua
contabilità, senza averne l'obbligo, non muta la sua
natura e le sue caratteristiche. Si fa ancora presente
che è stata operata la sanatoria delle irregolarità
formali ai sensi della legge 10/7/79.

Y. [Signature]

